



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne

Rapport de l'Evaluation Rapide des besoins

**Province du NORD KIVU
Territoire de RUTSHURU
Chefferie de Bwito**

**Localités de RWAHANGA, KIKUKU, RWAHANGA et MUBIRUBIRU
ARC NYANZALE –BWALANDA - KALIKI**

**Date de l'évaluation : du 01/02/2019 au 07/02/2019
Date du rapport : 08/02/2019**

Pour plus d'information, Contactez :
[Laetitia ROUX]
[laetitia.roux@nrc.no]

Aperçu de la situation

1.1. Description de la crise

Nature de la crise :	☐ Conflit ☐ Mouvements de population ☐ Epidémie	☐ Crise nutritionnelle ☐ Catastrophe naturelle ☐ Autre
Date de la crise :	Déplacement : de décembre 2018 à ce jour ; retour : de janvier 2018 à ce jour.	
Si conflit :		
Description du conflit	Des réunions communautaires, des focus groups, des entretiens et observations réalisés sur l'arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku ressort que de décembre 2018 à janvier 2019, cet arc a accueilli des déplacés en provenance du groupement Kihondo dans ses villages Kitunda, Nyarubande, Kiyeye, Masiza, Kabirangiriro, Rubwe et Kinyatsi. Ces populations ont été accueillies dans les villages : Kikuku, Nyanzale, Kihondo, Mine, Bwalanda, Kasoko, JTN, Katsiro en territoire de Rutshuru ; à Mweso, Kashuga et Ibuga en territoire de Masisi. Les violents affrontements qui ont opposé le CMC (Collectif des Mouvements pour le Changement) et le CNRD (Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie) ont été à la base ce déplacement. L'arc est aujourd'hui une zone mixte où cohabitent des retournés, des déplacés et des résidents (qui ne se sont jamais déplacés). Rappelons que depuis février 2016, la zone a vu se déclencher un conflit interethnique, entre la communauté Hutu et les communautés Nande, Hunde et Kovo. Ce conflit avait atteint son pic en juillet 2016 et s'était poursuivi à certains endroits jusqu'en décembre 2017. Un sentiment de méfiance est perceptible bien que des efforts de cohabitation fournis par toutes les communautés produisent de plus en plus des fruits. Par ailleurs, nombreux signes d'espoir d'un retour à la paix dans la zone : le retour massif et progressif des populations dans leurs villages de provenance, la réalisation des travaux d'intérêt communautaire par les jeunes des communautés jadis antagonistes (cas de l'entretien de la	

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku] – [01 au 07 Février 2019]

	route Nyanzale-Bwalanda), la signature des accords de cessation des hostilités entre les communautés et les groupes armés de leur obédience, une coalition des groupes jadis antagonistes pour combattre en commun l'ennemi (CMC). Les affrontements en répétition entre de groupes armés d'autoprotection à connotation ethnique : les Nyantura pour les hutu, les maïmaï Mazembe pour les Nande et le NDCR pour les Hunde, les Nyanga et les Kovo avaient renforcé la crise. Des milliers des ménages de toutes les communautés avaient été contraints au déplacement fouillant les affrontements des groupes armés, les attaques des villages, les tueries, les pillages des biens et des récoltes, les incendies des maisons les kidnapping et enlèvements, les braquages, les viols et violences sexuelles sur les femmes et les filles, etc. A la date de cette évaluation, le retour encore en cours sur l'arc est estimé à 90% à Kihondo, 80% à Nyanzale, 70% à Bwalanda et à 80% à Kikuku. Les déplacés récents vivent dans des conditions très déplorable sans accès aux terres arables et dépourvus de moyens de substances. Ils présentent des besoins multisectoriels auxquels ils sont incapables de répondre. Depuis leur arrivée, ils n'ont bénéficié d'aucune assistance. Les retournés arrivés dans la zone après l'assistance apportée par Caritas sont dans des conditions similaires à celles des déplacés. Par ailleurs, la communauté d'accueil n'a pas assez de capacité pour supporter le poids de la prise en charge des déplacés et retournés récents. Ces peines sont aggravées dans la durée par le fait que nombreux retournés ont trouvé leurs abris et champs occupés par des tiers qui refusent de les rendre aux propriétaires.
--	--

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

		Avant la crise		Après la crise		
		Ménages	personnes	Ménages	personnes	
Population locale		16102	80510	13664	68320	
Nombre Déplacés		//////////	//////////	2626	13130	
Nombre Retournés		0	0	12979	64895	
Nombre Réfugiés		//////////	//////////	//////////	//////////	
Nombre Rapatriés		//////////	//////////	//////////	//////////	
% des [catégories pertinentes] par rapport la population locale		114% (il s'agit de la pression que l'ensemble des retournés et les déplacés exerce sur l'ensemble des retournés et les résidents).				
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)						
		NYANZALE	BWALANDA	KIKUKU	TOTAL	Zone de provenance
Déplacés	Décembre à ce jour	1641	152	343	2136	Kitunda, Nyarubande, Kiyeye, Masiza, Kabirangiro, Rubwe, Kinyatsi...
	Déplacés d'autres mois de 2018	490	0	0	490	Kanyatsi, Busesa, Nyarubande, Muhanga, Mubirubiru, Kiyeye, Rubwe, Masiza, Kitunda, Kabirangiro
Retournés	Arrivés après assistance (18/11/2018 date des derniers servis dans la zone)	1268	850	468	2586	Lusogha, Bulindi, Butalongola, Bitongi, Kanyabayonga, Butembo, Katsiro, Kashuga, Kabizo, Mweso, Kitchanga, Kiwanja, Rutshuru Goma, etc.
	Arrivé avant assistance	4814	3047	2532	10393	

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku] – [01 au 07 Février 2019]

<i>Réfugiés</i>	0	0	0	0	0
<i>Rapatriés</i>	0	0	0	0	0
Total général	8213	4049	3343	15605	//////////

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années

Date	Effectifs (ménages)	Provenance	Cause
De septembre à décembre 2018	2136	Kitunda, Nyarubande, Kiyeye, Masiza, Kabirangiro, Rubwe, Kinyatsi	Affrontement entre le Collectif des Mouvements pour le Changement (CMC) et le Conseil National, pour le Renouveau et la Démocratie (CNRD)
Avril à septembre 2018	490	Kanyatsi, Busesa, Nyarubande, Muhanga, Mubirubiru, Kiyeye, Rubwe, Masiza, Kitunda, Kabirangiro	Affrontements entre CNRD contre NDC et Nyantura dans les villages de provenance ci-contre.

Différentes vagues de Retour depuis les 2 dernières années

Avant assistance en vivre par Caritas	10393	Lusogha, Bulindi, Butalongola, Bitongi, Kanyabayonga, Butembo, Katsiro, Kashuga, Kabizo, Mweso, Kitchanga, Kiwanja, Rutshuru Goma	Plusieurs facteurs ont motivé le retour de ces populations sur l'axe notamment l'amélioration progressive de la situation sécuritaire traduite par une réduction sensible des tueries sur la zone, les conditions de vie très difficiles en milieu de déplacement, les interventions humanitaires réalisées sur l'arc par les ONG (ALDI, ABEKER, Maman Africa, NICODER, Alerte International, AAP, PAM via Caritas, etc.), et surtout la signature d'un accord de non-agression résultat de nombreuses actions de pacification à savoir : ✓ Dialogue intercommunautaire initié par certains leader, Barza inter communautaire et autorités locales et provinciales ✓ Actions de médiation et de sensibilisation par le gouvernement provincial du Nord-Kivu, les ONGI et ASBLS (Search for Commun Grounds, Alerte International, AAP, Eglise catholique, etc.) qui ont abouti à la signature d'un cahier de charge à Kikuku par toutes les communautés de l'arc et de Bwito en général. ✓ Table ronde de la paix organisée respectivement à Kibirizi et à Rutshuru centre et qui ont abouti à la sensibilisation de chaque groupe armé en faveur de la paix par les leaders de la communauté de son obédience.
Après assistance en vivres par Caritas à ce jour	2586		

Indiquer la référence de la source d'information démographique, la période et le responsable (organisation/structure) de collecte de ces données :

1. Asbl « SRDI » (Synergie des retournés et rapatriés pour le développement intégral) 089220453, 0827921545
2. Comité de Veille Humanitaire : 0893861798

3. Chef de localité Rwahanga et tous ses notables 4. Chef de localité Kikuku et tous ses notables 5. Président de la société civile de Nyanzale 0844211823	
<i>Dégradation subies dans la zone de départ/retour</i>	1. AME : ✓ Des ménages dépourvus d'AME contraints à les emprunter quotidiennement ✓ Sur exploitation d'AME des ménages d'accueil ou voisins suite au partage de ces AME avec les ménages qui en manque ✓ Pillage d'AME dans les abris en zone de provenance des déplacés et pendant les affrontements pour les retournés ✓ AME vétustes faute de capacité de remplacement 2. ABRIS : ✓ Au moins 792 maisons dont 214 à Nyanzale, 680 à Bwalanda et 82 à Kikuku incendiés ou détruites durant la période du conflit interethniques et des affrontements entre les groupes armés Nyantura contre la coalition NDC-R et les maimai Mazembe en 2016 ✓ Délabrement des nombreuses maisons suite à l'abandon prolongé (plus d'une année) suite au déplacement. ✓ Des ménages sans abris contraints à être sous logés par d'autres, à devenir des locataires ou à occuper illégalement des maisons de tiers encore en déplacement ✓ Des conflits entre les ménages déplacés ou retournés occupant illégalement les maisons lors du retour des propriétaires dans la zone ✓ Revue à la hausse du prix de location d'une maison dans la zone soit de 3000FC à 8000 FC le mois. ✓ Promiscuité des ménages dans les maisonnettes d'accueil ✓ Conflit entre certains retournés et des concessionnaires relatifs aux terres occupées anciennement comme site des déplacés (cas de Kikuku) ou des terres récupérées à l'occasion du déplacement pourtant jadis habitées par des populations (cas de Bwalanda non loin du quartier Kisesa). 3. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE : ✓ Des vivres et élevages pillés ✓ Des champs des retournés spoliés ✓ Cultures abandonnées ✓ Disfonctionnement du marché ✓ Disparition d'activités génératrices de revenus ✓ Paupérisation des ménages ✓ Capacité d'entraide réduite et mutualisation rompue 4. EDUCATION : ✓ Des bancs, pupitres ou tableau des salles de classe détruits, utilisés comme bois de chauffage par des éléments armés, des déplacés ou des retournés ou détruits par mauvaise usage ✓ Des portes des bureaux d'écoles forcées ; manuels et matériels didactiques pillés ✓ Nombreux enfants déscolarisés ✓ Mauvaise condition de travail car trop d'enfants sur un même pupitre ou banc ✓ Des enfants scolarisés dépourvus de cahiers, stylos, uniformes et soulier ✓ Délinquance juvénile et errance dans les quartiers 5. WASH : ✓ Des ouvrages WASH endommagés par les assaillants

	✓ Des points d'eau aménagés détruits suite à l'abandon (pas d'entretien) et par des bêtes en pâture par divagation 6. SANTE ✓ Pillage des matelas et des matériels médicaux (boite de laparotomie, microscopes, réactifs et autres matériels de laboratoire) à Nyanzale et Bwalanda /Katwe ✓ Baisse de fréquentation du CSR de Nyanzale et CSR de Katwe ✓ Insolvabilité des malades et leur évasion avant guérison pour échapper à la facture ✓ Augmentation de cas de décès en cours de tentative d'acheminement vers l'HG de Mweso et d'autres en familles pour des maladies non prises en compte dans les CS appuyés. ✓ 65 cas de viols et violence sexuelles dont 4 sur mineures de novembre 2018 à janvier 2019 signalés dans les centres de santé : 10 au CS Singa dont 1 mineure, 12 au CS Nyanzale dont 1 mineure, 36 au CS Kikuku dont 2 mineures et 7 au CS Buhondwa dont les éléments des groupes armés autour de l'arc seraient les présumés auteurs			
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	Le village de provenance des déplacés le plus proche, Mubirubiru, est à environ 7 Km à près de 2 heures de marche. Les plus éloignés, Masiza et Nyarubande, sont à environ 12 Km soit une distance de 4 heures de l'axe principal.			
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Les zones de provenance des déplacés sont sous le contrôle du groupe armé CMC ; quelques éléments du groupe armé CNRD déchu par le CMC y sont encore en errance. Les déplacés, tout en souhaitant retourner chez eux, n'envisagent pas leur retour dans les 2 prochains mois. La population reste attentive au comportement des FARDC, elle n'exclut pas ainsi une possible traque des CMC par les FARDC. Ce qui pourrait occasionner de nouveaux déplacements dans la zone.			
Si épidémie				
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Zone 1	RAS	RAS	RAS	////////////////////////////////////
Zone 2	RAS	RAS	RAS	////////////////////////////////////
Zone 3	RAS	RAS	RAS	////////////////////////////////////
Total	RAS	RAS	RAS	////////////////////////////////////
Perspectives d'évolution de l'épidémie				

1.2. Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Organisations impliquées	Type des bénéficiaires
Déplacement suite aux affrontements entre le CMC et le CNRD	Aucune	Aucune	Aucun
Retour des populations de juin, juillet et août 2018	Distribution des vivres en juillet et novembre 2018	PAM via Caritas et World Vision	Retournées dans la zone jusqu'en août 2018
Retour des populations en mars et avril 2018	AGR en juin 2018	LUCODER	20 jeunes de Kikuku
	Semences et outils aratoires en mars et avril 2018	ALDI	ASSOCIATIONS LOCALES ABKER, Maman Africa à Kikuku

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku] – [01 au 07 Février 2019]

Mouvement de retour des populations	Sensibilisation sur la paix et la cohabitation pacifique à travers des activités d'intérêt commun comme la réouverture et l'entretien de la route Nyanzale –Mushweshwe-Bwalanda	Alerte international	Toutes les communautés
	Activités de pacification et cohabitation des communautés	Search for Common Grounds, AAP	Toutes les communautés
Mouvement de retour des populations	Distribution de tôle pour 140 ménages à Nyanzale	CPAP (Conseil Provincial d'Appui à la Pacification) sous financement du gouvernement provincial	Retournés en début 2017. Cependant une bonne partie de l'assistance aurait été soit détournée par les personnes chargées d'exécution soit revendue par les bénéficiaires pour répondre à d'autres besoin.

Il faut signaler que les sources locales de Bwalanda ont signalé un positionnement en abris et infrastructures routières d'une organisation dite « Terre des hommes ». Elle est en cours d'installation dans la zone.

Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Un échantillon aléatoire de 318 ménages dont 142 déplacés, 144 retournés, 32 famille d'accueil. Le pas de sondage a été partiellement respecté en fonction de la disponibilité des ménages cibles.
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	



Techniques de collecte utilisées

- Réunions communautaires : Présentation de l'organisation, de l'équipe et des participants, de l'objet de la mission et collecte d'informations sur le contexte en général.
- Focus groups sectoriels : (Articles Ménagers Essentiels, Abris et mouvement de population ; Education ; Sécurité Alimentaire ; Eau Hygiène et Assainissement ; Santé et Nutrition ; Protection, etc... Collecte des données permettant d'appréhender l'impact de l'urgence, les besoins, les opportunités, les défis et contraintes auxquels fait face la communauté et les mécanismes qu'elle développe pour les y faire face.
- Entretien ou interview : Approfondissement de l'analyse par l'administration des questions auprès des informateurs clés dans chaque secteurs (autorités locales, Interprètes de la MONUSCO, autorités militaires et de renseignement, autorités scolaires, Barza intercommunautaire, comité des retournés, comité de veille humanitaire et des déplacés, responsables des associations locales de développement, membres de la société civile, associations impliquées dans la protection des civils, associations et leaders féminins et autres leaders locaux).
- Observation directe : visites pour observation de l'état des structures (Ecoles, structures sanitaires, point d'entrepotage des marchandises, points d'eau, marchés, boutiques et routes et bureaux publiques, etc.
- Revue documentaire : exploitation des rapports disponibles relatifs à la zone d'évaluation
- Point quotidien de compilation, analyse et interprétation des données récoltées par toute l'équipe.

Composition de l'équipe	N°	Nom, Post nom et prénom	Fonction	Affectation durant la mission
	1	Hubert KATSONGO	Coordinateur des urgences	Point focal de la mission et évaluateur AME, Abris et éducation.
	2	Baudouin SIMISI	Officier de liaison	Evaluation sécurité et protection
	3	Rebecca KABUO	Officier protection	Référente analyses intégrées
	4	Jean Marie NZANZU	Assistant Evaluation, Analyse, Ciblage et Mise en œuvre	Référent éducation et SECAL + Analyse marché
	5	Alain SENZOGA	Assistant Mise en Œuvre	Evaluateur éducation et référent redevabilité + Analyse marché
	6	KINGOMBE Charly	Assistant Mise en Œuvre	Evaluation santé et analyse marché + santé
	7	Baudouin KASEREKA	Team leader construction	Evaluation éducation et Abris
	8	Antoine SHAMAMBA	Chauffeur	Conduire des équipes sur terrain
	9	Meta WABONA	Assistant ICLA	Evaluation ICLA et WASH
	10	Michel BAHATI	Chauffeur	Conduire des équipes sur terrain
	11	André HABUMUGISHA	Officier Monitoring et Evaluation	Base des données et Evaluation Wash
	12	Joseph LUSI	Officier Sécurité Alimentaire	Evaluateur SECAL

Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiés (par ordre de priorité)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Besoins, menaces ou problèmes de Protection : ✓ Absence des structures spécialiser dans la prise en charges holistiques de survivantes de violences sexuelles (viols) ✓ Mariages précoces, délinquances juvéniles et présence des maisons de tolérances communément appeler KG ou Kisoko ✓ Recrutement des enfants dans les forces et groupes armés ✓ Présence des barrières et taxes illégaux. ✓ Tortures, coups et blessures ✓ Arrestations arbitraires ✓ Travaux forcés ✓ Conflits de pouvoir et conflits d'héritages. ✓ Tribalismes et conflits interethniques ✓ Les enlèvements et kidnapping ✓ Absence des structures d'encadrement des enfants sortis des forces et groupes armés avec	✓ Plaidoyer pour un positionnement d'acteurs pour la prise en charge holistique des survivantes de viols. ✓ Encourager l'alphabétisation fonctionnel par le truchement des espaces d'échanges et la création des activités génératrices des revenus. ✓ Encadrement et sensibilisation sur la prévention des viols, des violences sexuelles et des grossesses précoces ✓ Positionnement des acteurs en éducation et protection en faveur des enfants déscolarisés, non scolarisés et les adolescents et jeunes désœuvrés avec une attention spéciale aux filles et filles mères (activités de récupération, de rattrapage ou réintégration scolaire des enfants déplacés ou retournés dans le besoin. ✓ Plaidoyer pour l'encadrement des enfants sortis de forces et groupes armés pour leur prise en charge et apprentissage des métiers. ✓ Renforcement de capacités des partenaires locaux travaillant dans la gestion des conflits ✓ Plaidoyer auprès du CICR et Geneva Call pour la sensibilisation des acteurs des affrontements armés sur la DIH (Groupe Armé, FARDC et PNC).	✓ Enfants et jeunes démobilisés ou sortis des forces et groupes armés ✓ Les adolescentes et jeunes filles désœuvrés, déscolarisés ou illettrées ✓ Les femmes et les filles victimes de viols. ✓ Les jeunes désœuvrés pour décourager ces derniers à se faire enrôler dans Forces et Groupes Armés ✓ Les populations de l'axe ✓ Les acteurs de la scolarisation et les écoles ✓ Le gouvernement congolais et ONG

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku] – [01 au 07 Février 2019]

- une grande particularité dans le groupement KIHONDO. ✓ Bagarre au niveau des points d'eau. ✓ Conflits entre agriculteurs et éleveurs ✓ Manipulations politiciennes alimentant les conflits ✓ Des salles de classe détruites, des pupitres cassés ou utilisés comme bois de chauffe par les déplacés, les retournés sans abris ou les groupes armés	✓ Intervention en Wash en faveur de l'augmentation des quantités d'eau et la protection des points d'eau. ✓ Plaidoyer sur la vulgarisation de la résolution 1612 ✓ Faire une analyse sensible au conflits pour une bonne connaissance du contexte conflictuels et guider les organisations à mieux travailler dans la zone ✓ Plaidoyer en faveur de la restauration de l'autorité de l'Etat dans la zone (traque effective des groupes armés, renforcement des capacités des FARDC et la PNC à sécuriser les populations).	spécialisés dans la protection
Problèmes liés à Information Conseil et assistance Légale (ICLA) ✓ Conflit entre concessionnaires et la population retourné et famille d'accueil d'une part (cas d'élargissement illégale des concession) ; pour les déplacés (cas des terres ayant été prêtées ou renvie pour servir de sites de déplacés) ✓ Accès limité et difficile à la terre pour les retournés (champs exploités ou spoliés par des tierces durant la période de déplacement) et déplacés (difficulté d'obtenir un champ à cultiver) ✓ Absence de cimetière dans Nyanzale (les ménages enterrerait leurs défunts dans leurs champs ; les déplacés et tout ménage dépourvu de champ manquent où ensevelir leurs morts) ✓ Connaissance erronée de la loi foncière et le code de la famille ✓ La non sécurisation foncière ✓ Conflit de limites des champs et parcelles entre les membres de la communauté de Nyanzale, Kikuku et Bwalanda ✓ Spoliation des maisons et parcelles de certains retournés ✓ Conflit foncier lié à l'héritage ✓ Occupation illégale des maisons et parcelle de la population retournée par les déplacés ✓ Absence de service foncier dans la zone ✓ Conflit entre éleveurs et agriculteurs ✓ Absence ou ignorance de la documentation civile	✓ Faire une séance de médiation et créer le cadre d'échanger entre concessionnaire et la population ✓ Sensibilisation des éleveurs sur le mécanisme de gardiennage de leurs bêtes ✓ Sensibilisation des autorités et des concessionnaires pour rendre disponible des espaces pour cimetière à Nyanzale ✓ Vulgarisation du code de la famille et de la loi foncière et donner des conseils aux personnes en conflit ou à risque de conflit avec cette loi ✓ Renforcer la capacité des agents du bureau d'Etat civil et leurs recenseurs ✓ Plaidoyer pour le déploiement des agents œuvrant dans le foncier dans la zone (brigade foncière, cadastre etc.) ✓ Renforcer les capacités des structures locales intervenant dans la résolution collaborative des différends foncier ✓ Plaidoyer auprès de grands concessionnaires sur l'adaptation du coût de l'accès temporaire ou permanent à la terre ✓ Former la population sur l'importance de la sécurisation foncière et document de l'Etat civil ✓ Plaidoyer en faveur d'une réforme agraire donnant d'avantage d'accès à la terre aux populations ✓ Formation et sensibilisation sur l'agriculture et l'élevage scientifique (grande production dans de petits espaces).	✓ Différentes couches et organisation de la communauté ✓ Déplacés, retournés et résidents dans le besoin ✓ Association et asbl engagés dans le domaine ICLA ✓ Concessionnaires des terres ✓ Gouvernement congolais ✓ ONG avec thématique ICLA

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku] – [01 au 07 Février 2019]

Besoins en sécurité alimentaire : ✓ Palier à la sous-alimentation et la malnutrition des personnes affectées par la crise dans la zone ✓ Accroître la production agricole et d'élevage ✓ Doter la population en intrants agricoles et d'élevage ✓ Alimentation riche et diversifiée pour les familles ✓ Réduction de l'incidence des maladies sur la production agricole et d'élevage ✓ Routes de desserte agricole impraticables ✓ Cultures protégées contre les ravages par les animaux en divagation et ou en pâture itinérante	✓ Fournir une assistance d'urgence en vivres par la modalité foire fermée ou cash inconditionnel ✓ Procéder au recyclage des agronomes et vétérinaires ✓ Tenir des séances de sensibilisation communautaire sur la prévention et la lutte contre les maladies ✓ Fournir un appui à la création des points de vente des produits phytosanitaires et vétérinaires ✓ Sensibiliser des éleveurs sur le système de gardiennage des bêtes, de protection des fermes par des clôtures (haies barbelées, clôtures en bois)	Déplacés récents et retournés arrivés dans la zone après assistance par Caritas Agronomes, vétérinaires et producteurs
Besoins abri et AME :	Assistance d'urgence en AME par la modalité cash inconditionnel ou foire fermée.	Tous les retournés et déplacés récents, leurs familles d'accueil et les autochtones vulnérables.
Besoins Santé : ✓ Manque d'appui à certaines structures de santé ✓ Des ruptures en médicaments à répétition et en PEP KIT des structures de santé ✓ Sous équipement en matériels ✓ Absence des dispositifs de lave mains dans la communauté et insuffisance de ces derniers au sein des structures médicales ✓ Non rémunération du personnel soignant de certaines structures de la zone ✓ Absence d'ambulance ou tout autre moyen de transfert rapide des malades ; usage de brancard souvent de standard local ✓ Carence des points d'eau dans la zone ✓ Absence d'unités nutritionnelles au sein des structures sanitaires pour la prise en charge nutritionnelle.	✓ Mener un plaidoyer en faveur d'un appui aux structures sanitaires de la zone ✓ Sensibilisation de la communauté sur différents thèmes dont : la prévention et transmissions/contamination aux maladies d'origine hydrique / des mains sales, la fièvre hémorragique à virus EBOLA, l'importance de l'usage de dispositifs de lave mains au niveau local ✓ Plaidoyer auprès d'autres partenaires pour doter chaque structure sanitaire de dispositifs de lavage des mains y compris les produits utiles à cette fin tel que le chlore ✓ Mener un plaidoyer pour la prise en charge du personnel et d'une ambulance / mode moderne ✓ Plaidoyer auprès du Cluster nutrition pour identification d'un acteur en nutrition et l'installation des services de nutrition au sein des structures locales pour la prise en charge de la malnutrition le plus rapidement possible.	Les populations déplacées, les retournés et les Autochtones vulnérables, et la communauté d'accueil.
Besoins Eau, hygiène et assainissement :	✓ Renforcer les adductions en place au captage en raccordant d'autres sources afin de s'assurer que les réservoirs sont approvisionnés à suffisance ✓ Aménager les sources non aménagées utilisées par la communauté ;	Déplacés, Retournés familles d'accueil et autochtones vulnérables

	✓ Pour Kikuku, procéder au traitement de l'eau (chloration), surtout en saison pluvieuse où l'eau prend une certaine coloration ; ✓ Augmenter la capacité en termes de latrines familiales et douches par la construire des latrines familiales d'urgence et des douches dans les villages de déplacement étant donné l'augmentation des utilisateurs suite au déplacement ; ✓ Sensibiliser la communauté sur les règles d'hygiène et les moments clés de lavage des mains pour prévenir les maladies des mains sales. ✓ Construire les latrines publiques et en milieu scolaire et dans les différents centres de santé ✓ Rendre disponible des dispositifs de lavage de mains dans les lieux publics ; ✓ Plaidoyer d'un partenaire œuvrant dans le WASH pour améliorer l'adduction d'eau.	
Besoins Education :	✓ Distribuer des Kits scolaires, ✓ Réhabiliter et équiper les écoles ayant connu des dégâts suite à l'urgence et celles dépourvues de salles de classe, ✓ Assurer la prise à charge des enfants déplacés en frais scolaires ✓ Construire des latrines en milieu scolaire ✓ Doter les écoles en matériels d'hygiène et de stockage d'eau. ✓ Si aucune intervention en vivres n'est faite dans la zone, organiser des cantines scolaires ✓ Une évaluation sectorielle éducation permettra une bonne quantification des besoins.	Déplacés, retournés et autochtones vulnérables
Besoins moyens de subsistance : ✓ Possession suffisante d'intrants agricole et d'élevage ✓ Routes de desserte agricoles impraticables réhabilitées ✓ Travail rémunéré pour amélioration pouvoir d'achat	✓ En attendant la reprise d'une dynamique d'auto prise à charge, il y a nécessité d'assister les ménages déplacés et retournés récents en cash conditionnel pour qu'ils développent des activités génératrices des revenus. ✓ Distribution d'intrants agricoles et d'élevage ✓ Réhabilitation des routes de desserte agricole en vue de faciliter l'évacuation des produits vers les marchés de consommation ✓ Exécution dans la zone d'un projet offrant un travail rémunéré en cash aux actifs locaux	Déplacés récents et retournés arrivés dans la zone après assistance par Caritas

Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	• Risques : ✓ Mise à l'écart des vrais vulnérables par les identificateurs aux profits des membres des familles ✓ Monnayage de listes des IDPs et des retournés par les chefs locaux et les comités IDPs et retournés ✓ Mauvaise interprétation de l'aide humanitaire si tous les retournés ne sont pas prises en comptes. ✓ Appel d'airs si le ciblage n'est pas simultané à Bwalanda, Kikuku et Nyanzale • Mesures de mitigation ✓ Le ciblage doit se faire par l'approche communautaire mais supervisé par des agents NRC. Une contrevérification s'avère indispensable. ✓ Le ciblage doit être précédé par une large sensibilisation sur les critères d'éligibilité, Les principes humanitaires, NRC, la gratuité de l'assistance humanitaire ✓ Définition des critères de vulnérabilité par la communauté elle-même guidée par l'équipe NRC ✓ Ciblage simultané à Bwalanda, Kikuku et Nyanzale pour limiter des appels d'airs et s'assurer que certains ne tentent de se faire enregistrer doublement.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	✓ Assister un des villages Bwalanda, Nyanzale et Kikuku et ne pas assister les autres, pourrait créer des frustrations et raviver le conflit dans la zone ; ✓ De même, l'assistance ne doit pas cibler uniquement un statut au détriment des autres en vue de limiter d'éventuelles tensions dans les villages. ✓ Ne pas assister certains villages autour des grands centres peut affecter le leadership des autorités locales et donner aux groupes armés un prétexte de déstabilisation de la zone ✓ Un ciblage pour assistance dans une zone occupée majoritairement par une communauté sans prendre en compte la zone habitée par le sous-groupe adverse peu raviver le conflit interethnique.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	L'offre est encore faible car le tissu économique de la zone est détruit par les conflits et les pillages à répétition et la fuite d'hommes d'affaires vers des milieux urbains plus sécurisés ; risque de hausse de prix. Des réunions de sensibilisation et d'engagement des acteurs économiques de la zone en faveur d'une stabilisation de la situation économique avant, pendant et après assistance s'avèrent indispensables.

Accessibilité

1.3. Accessibilité physique

Type d'accès	La zone évaluée est accessible par trois voies : 1. <u>A partir de Goma par deux itinéraires à savoir :</u> ✓ Axe Goma- Mweso – Katsiro- Nyanzale : motos, voiture land cruiser et camion accèdent sans peine dans la zone en saison sèche ; seuls les motos, les voitures 4X4 et camions 4X4 emprunte difficilement cette voie en saison pluvieuse. Le tronçon le plus pénible de cet axe est celui de Katsiro-Kasoko long de près de 7Km ✓ Axe Goma- Kalengeru –Tongo – Bambo – Kashalira – Somikivu –Bwalanda : motos, voiture land cruiser et camion accèdent sans peine à l'arc en saison sèche ; en saison pluvieuse, la route se dégrade sur le tronçon Tongo-Bambo laissant seuls les engins équipés de double traction le franchir et ce, avec beaucoup de difficultés. 2. <u>A partir de Kanyabayonga :</u> cette route est praticable pour tout engin et en toute saison.
Recommandations	Réhabiliter les tronçons routiers impraticables des routes principales et des routes de desserte agricole : Route principale Mweso-Nyanzale ✓ Tronçon pont Mweso (rivière)-Fin JTN d'environ 10Km avec un petit pont et des dalots à réhabiliter ✓ Tronçon Katsiru-Pont Luve d'environ 15Km avec des boursiers et dalots ✓ Tronçon Nyanzale-Bwalanda d'environ 9Km, des dalots à construire <u>Route Bwalanda-Kibirizi d'environ 25Km</u> avec des boursiers et un grand pont à Kibingu, un pont moyen à Kirima et des dalots à réhabiliter Routes de desserte agricole : ✓ Réhabiliter le tronçon Singa-Muguli-Muliki de près de 20Km avec un pont Singa (Ferken) et des dalots à réhabiliter ✓ Réhabiliter le tronçon routier allant de Nyanzale centre à Kinyatsi d'environ 25 Km avec un pont à Luve et des dalots à réhabiliter ✓ Réhabiliter le tronçon routier Kashuga-Kikuku d'environ 35 Km avec des boursiers à réhabiliter.

1.4. Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La situation sécuritaire est relativement calme sur l'arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku, une zone poste conflit. Cette zone est sous contrôle de la Police Nationale Congolaise (PNC) et du 3307^{ème} régiment des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) basé à Nyanzale avec deux bataillons dont l'un à Kikuku et l'autre à Mulimbi près de Kabizo. Faute d'effectifs, les FARDC ne contrôlent que les grands centres et la route principale qui y mène. Dans les villages et brousses situés à plus de 2 Km de la route principale, il est signalée la présence des groupes armés notamment les Nyatura avec plusieurs factions, le Nduma Defense of Congo Rénové (NDC-R) et l'Union des Patriotes pour la Défense des Innocents (UPDI) dit « Mazembe ». Une faction Nyatura dite « Nyatura TURARAMBIWE » est visible sur l'axe Kikuku-Kanyabayonga, notamment à Kyaghala et ses environs. La même faction contrôle les localités de Kiyeye, Mubirubiru et Kitunda au Nord-Ouest de Nyanzale. Dans la zone sous contrôle de Nyantura Turarambiwe s'observe une bonne cohabitation entre les différentes communautés de Bwito (Nande, Hunde, Kovo et Hutu). Le Sud de Nyanzale au niveau de Munguli est sous contrôle d'une autre faction Nyantura commandée par un colonel autoproclamé John LOVE tandis que la zone sud de la localité Katsiru, situé sur le tronçon Mweso-Nyanzale à environ 12 Km au Nord de Mweso est sous l'influence d'une faction Nyantura dirigée par un colonel autoproclamé KARORERO. En décembre 2018, motivé par les accords intercommunautaires issus du conclave de Rutshuru-Centre, tous ces groupes armés susmentionnés ont créé une coalition dite CMC en vue de combattre le CNRD, un groupe armé étranger, qui s'était rendu coupable de plusieurs exactions dans la zone. A l'issu des combats, le CNRD a été chassé de la chefferie de Bwito par la CMC. Cependant, quelques éléments résiduels du CNRD sont encore dans la zone. Ce sont pour la plupart des congolais qui avaient intégrés le groupe CNRD, ils restent une menace pour les populations bien que leur capacité de nuisance soit trop réduite.
Communication téléphonique	Nyanzale et Kihondo sont couverts par les réseaux de communication Airtel, Vodacom et Orange ; lesquels couvrent partiellement à Kikuku précisément à des endroits sur élevés comme au bureau de la chefferie. A Bwalanda, la couverture par Vodacom et orange n'est disponible qu'à certains points comme à la paroisse de Katwe et non loin du centre du village.
Stations de radio	La communauté s'informe actuellement par la radio POLE FM et la radio OKAPI émettant respectivement de Goma et Kinshasa

Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

1.5. Protection

Incidents de protection rapportés dans la zone		<i>Indiquer les cas d'incidents de protection rapportés dans la zone, les nombre de victimes et les auteurs présumés (100 mots)</i>		
Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Viol	Kihondo vers Nyanzale, Kyaghala vers Kikuku et Bwalanda	Les factions résiduelles de CNRD, et d'autres hommes en armes non autrement identifiés	9 cas reçus à Nyanzale et 32 cas reçus le derniers mois à Kikuku, tous des adultes, et 8 cas survenus au mois de janvier de cette année dont 7 adultes et une jeune fille de 13 ans	Les femmes se font souvent violées quand elles vont aux champs à la recherche des bois de chauffe et de la nourriture et des jeunes filles à la route de l'école.
Meurtres	Groupement Kihondo	Deux familles en opposition à savoir SERUGENDO et BENDA	8 cas d'assassinats. Des cas de menaces dont ces familles seraient auteurs continuent à être rapportés.	Conflit foncier opposant les deux familles

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku] – [01 au 07 Février 2019]

Bagarres au point de puisage de l'eau à Kikuku	Kikuku	Les dépendants des militaires et les autres femmes membres de la communauté locale, sur le lieu de puisage et un militaire FARDC	Chaque jour, il y a des bagarres entre plusieurs personnes.	Les bagarres commencent à prendre de l'ampleur entraînant une certaine méfiance lorsqu'il s'agit des deux habitants d'ethnies différentes.
Destruction des cultures et des récoltes au de champs par les bêtes en divagation	Toute la zone Nyanzale-Kikuku et Bwalanda	Les éleveurs	Plusieurs champs et des produits champêtres	Sur toute la zone, il n'y a pas assez d'espace pour abriter des fermes en vue de pête les bovins. Ce sont les champs qui occupent la grande partie de l'espace. Ainsi, les bergers font prêtre leurs animaux à côté des champs des agriculteurs, parfois dans les champs les bêtes ne sont pas suffisamment surveillées par le berger. Ce qui est à la base de conflits entre agriculteurs-éleveurs.
Réduction de la mobilité de la communauté	Vers Kitunda à 7 km de Kikuku et vers Kihondo	Le CNRD	Les déplacés de Kitunda et les autochtones qui ont des champs vers Kihondo	Des ménages vivent dans la précarité faute d'accès aux champs en zone de provenance.
Kidnapping et enlèvement	Kikuku et Bwalanda	Inconnus	1 cas récent vers Kibirizi d'un homme, il y a une semaine, et 2 autres à Kikuku sur l'axe Kyaghala.	Le mobile de ces kidnapping ne sont pas connus, ce qui met la population dans un climat de peur perpétuelle.

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté

Depuis la tenue de la table ronde ayant réunie du 14 au 17/08/2018 toutes les groupes ethniques de la chefferie de Bwito à Rutshuru (Hutu et les communautés Nande, Hunde et Kobo), il s'observe un rapprochement entre ces différents groupes alors qu'il y a peu, ils vivaient en antagonisme. Ce rapprochement traduit par la cohésion sociale et la cohabitation pacifique de toutes les communautés dans les 3 grandes agglomérations de la zone. Une baisse sensible des tensions est ainsi perceptible entre ces différents groupes. Ce qui permet d'organiser de réunions auxquelles participent toutes les communautés, à de concrétiser des initiatives locales en matière de développement telles que la réouverture de la piste routière de Bwalanda-Mushweshwe-Nyanzale, la coupe et couture et la savonnerie, etc. Cette cohabitation est renforcée par la mise en place du Noyau pour la Prévention et la Résolution des Conflits (NPRC en sigle, une structure chargée de gestion pacifique des conflits).

Existence d'une structure qui gère le cas d'incident rapporté.

La structure chargée de gestion des d'incidents de protection tels que les viols est jusque-là, l'hôpital général de Mweso qui bénéficie de l'appui de MSF en Kit PEP. Les autres structures médicales de la place ne se limitent qu'au référencement. La présence de la PNC déployée dans la zone essaye tant soit peu de s'investir pour traquer les bourreaux, mais des efforts dont les résultats seraient peu significatifs. Les autres structures médicales ne se limitent qu'au référencement des cas pour la prise en charge médicale et holistique.

La gestion des conflits fonciers est faite par CARITAS dans la zone sur la sécurisation foncière et le NPRC (Noyau de Prévention et de Résolution des conflits).

Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base

Il sied de souligner que l'insécurité dans les villages environnants la zone a réduit sensiblement l'accès de la population aux services de base avec comme corolaires :

- ✓ L'arrêt de la scolarisation pour nombreux enfants déplacés et des retournés
- ✓ la rareté de certaines denrées sur les marchés locaux suite à la mobilité réduite de la population vers les champs sur les axes jadis contrôlés par le CNRD ; craignant de possibles attaques des éléments résiduels de ce groupe armé.
- ✓ L'enrôlement massif des enfants dans les groupes armés, et la détention illégales d'armes à feu par des civiles.

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku] – [01 au 07 Février 2019]

Présence des engins explosifs	Aucune présence d’engin explosif rapportée.		
Perception des humanitaires dans la zone	La présence des humanitaires est un élément qui rassure la communauté de la zone. Selon nos interlocuteurs, toute assistance serait la bienvenue en cette période difficile. Une analyse protection Ne pas Nuire doit être approfondie durant la période d’intervention surtout au moment de l’identification des bénéficiaires et de l’intervention proprement dite.		
Réponses données			
Réponses données	Organisations impliquées	Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	////////////////////////////////	////////////////////////////////	////////////////////////////////
Gaps et recommandations			

1.6. Sécurité alimentaire

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Le problème majeur pour les agriculteurs est celui de la difficulté d'accès aux champs suite à la persistance de l'insécurité dans les sites de production. Consécutivement à cette situation, les prix des produits agricoles ont augmenté dans les grands centres. La plupart des ménages ne se contentent actuellement que d'un seul repas par jour (source : Focus group). Encore, faut-il retenir que le repas pris est loin d'être équilibré car généralement composé des tubercules (manioc, pomme de terre, patate douce), de la banane ainsi que des légumes. Le haricot et surtout les protéines animales sont très rares ou quasiment inexistantes dans le menu quotidien des ménages. Cet état fait que le score alimentaire moyen est de 22. Il faut rappeler que en situation normale, cette zone constitue un des greniers agricoles pour les grands centres tels que Kanyabayonga, Kiwanja et la ville de Goma.																				
Production agricole, élevage et pêche	Le problème d'accès sécuritaire dû à la présence des groupes armés et l'expropriation de certains espaces appartenant aux petits producteurs par de grands dignitaires réduit l'accès aux champs et la capacité de production des agriculteurs. Le maïs, principale culture de la zone, est de plus en plus attaquée par des chenilles tandis que la banane subit déjà l'attaque du Wiltz bactérien. La production agricole est ainsi devenue faible et les stocks alimentaires dans beaucoup de ménages sont quasi inexistantes. Les élevages ayant été les premiers à être pillés pendant les hostilités, les ménages éprouvent actuellement des grandes difficultés pour se procurer les géniteurs de repeuplement de leurs élevages. Notons que les espèces animales élevées préférentiellement par les ménages se présentent par ordre d'importance de la manière suivante : chèvre, mouton, poule, porc, canard, lapin, cobaye et vaches. Cultures principales du milieu Ce sont les cultures suivantes, de la plus importante vers la moins importante <table><tr><th>Village Nyanzale</th><th>Village Kikuku</th><th>Village Bwalanda</th></tr><tr><td>Maïs</td><td>Manioc</td><td>Manioc</td></tr><tr><td>Patate douce</td><td>Haricot</td><td>Haricot</td></tr><tr><td>Sorgho</td><td>Patate douce</td><td>Patate douce</td></tr><tr><td>Arachide</td><td>Maïs</td><td>Maïs</td></tr><tr><td>banane</td><td>banane</td><td>////////////////////</td></tr></table>			Village Nyanzale	Village Kikuku	Village Bwalanda	Maïs	Manioc	Manioc	Patate douce	Haricot	Haricot	Sorgho	Patate douce	Patate douce	Arachide	Maïs	Maïs	banane	banane	////////////////////
Village Nyanzale	Village Kikuku	Village Bwalanda																			
Maïs	Manioc	Manioc																			
Patate douce	Haricot	Haricot																			
Sorgho	Patate douce	Patate douce																			
Arachide	Maïs	Maïs																			
banane	banane	////////////////////																			
Situation des vivres dans les marchés.	Ce milieu est producteur de maïs, de manioc et des patates douces. Les denrées tels que le riz, l'huile, les pommes de terre ou encore les légumes proviennent d'autres centres de comme Rutshuru, Masisi, Goma ou même Grand Nord Kivu. Il s'observe une rareté des produits dans les marchés, la production locale étant faible et moins diversifiée avec une conséquence directe sur leurs prix jugés élevés, limitant ainsi l'accès aux ménages affectés par la crise. Le délabrement de beaucoup de routes de desserte agricole aggrave le problème de la disponibilité des produits sur les marchés locaux.																				
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise.	Du fait de l'accès difficile aux vivres, les ménages ont développé des stratégies telles que la consommation des aliments moins cher et la réduction du nombre de repas pour adapter leurs faibles moyens au contexte actuel. Par ailleurs, certains ménages, pour trouver à manger, recourent au travail contre nourriture (Food For Work) ou contre argent (Cash For Work) en particulier pour les travaux champêtres. Ce travail est généralement moins rémunéré (1000FC/HJ) du fait de la demande élevée. Pour certains autres ménages, le vol, surtout des récoltes, reste une autre alternative pour s'approvisionner en vivres.																				
Réponses données																					
Réponses données	Organisations impliquées	Type des bénéficiaires	Commentaires																		

Vivres	Caritas	Retournes	Nyanzale 5,682 ménages, Kikuku 2,632 ménages, Bwalanda 821 ménages
--------	---------	-----------	--

Une bananeraie attaquée par le Wiltz bactérien



Gaps et recommandations	Matrice des problèmes, opportunités et recommandations		
	Problèmes	Opportunités	Recommandations
	Famine généralisée	Présence du service en charge de l'agriculture au niveau de la chefferie.	Assistance d'urgence en vivres en faveur des déplacés et retournés récents.
	Faible production agricole et animale	✓ Climat et sol favorables à l'agriculture et à l'élevage ✓ Présence d'ASBL intervenant dans la sécurité alimentaire	Recyclage des agronomes et vétérinaires élargi aux membres d'associations locales intervenant dans l'agriculture et élevage.
	Alimentation pauvre et peu diversifiée	Fertilité du sol	✓ Distribution des semences et géniteurs en vue de renforcer la capacité de production locale ✓ Plaidoyer pour la sécurisation des zones agricoles sous contrôle des groupes armés en vue de faciliter l'accès au champ par la population agricultrice.
	Insuffisance des intrants agricoles et d'élevage	Présence des débouchés	Idem
	Ravage des champs par les animaux en pâture itinérante et ou en divagation	Présence d'un Barza intercommunautaire et d'autres structures locales de gestion de conflits	Sensibilisation des éleveurs sur le système de gardiennage des bêtes, de protection des fermes par des clôtures (haies barbelées, clôtures en bois, etc.)
	Conflits agriculteurs-éleveurs	Présence ASBL intervenant dans la médiation (cas du NPRC).	Redynamiser la structure chargée des conflits agriculteurs-éleveurs comme NPRC
	Maladies des plantes et des animaux	Disponibilité de la population à toute formation ou sensibilisation ayant trait au développement	✓ Sensibilisations sur la prévention et la lutte contre les maladies ✓ Création des points de vente des produits phytosanitaires et vétérinaires
	Insuffisance des terres arables à la portée de la population	Possibilité de métayage	✓ Plaidoyer pour l'accès temporaire de la population aux champs ✓ Plaidoyer pour la réforme agraire
	Faible accès au champ	✓ Présence des FARDC, de la PNC et de la MONUSCO ✓ Fréquentation de la zone par des humanitaires	Plaidoyer pour accès sécurisé aux champs.
	Impraticabilité des routes de desserte agricole surtout en période pluvieuse	Populations cultivateurs	Réhabilitation des routes de desserte agricole et mise à place d'un système de maintenance des ouvrages (cantonniers).
	Manque de moyens pour initier une petite activité génératrice des revenus	Fréquentation de la zone par des acteurs humanitaires	Implémentation sur la zone des projets devant permettre le développement des AGR et autres mécanismes pouvant générer des revenus aux ménages.
	Insuffisance des intrants agricoles et d'élevage	Présence des débouchés	Idem

1.7. Abris et accès aux articles essentiels

Type d'abris

Des observations, ressort que dans l'ensemble, les types des maisons qui surplombent les villages de la zone ne présentent pas une vulnérabilité aigue. Cependant, plusieurs maisons avaient été incendiées soit en période de conflit interethnique ou durant les affrontements des groupes armés ; d'autres ont vu leur état se dégrader suite à l'abandon prolongé durant le déplacement.

L'habitat de la zone est composé des maisons avec des murs en planche et toitures en tôles, murs en pisé ou en roseaux/pailles, maisons en pisé avec toitures en tôles ou en pailles. Dans les sites des déplacés, on retrouve les abris en sticks d'arbres et paille de 2 m x 4 m.

Abris occupés par les déplacés ou les retournés sans abris enquêtés

Briques cuites	Blocs à dobe / planche	Murs à stick d'arbres / bambous	Murs à pailles / roseaux
1%	13%	74%	12%

Score AME

Statut	SCORE ABRI
Déplacés	7,06
Familles d'accueil	4,85
Retournés	5,42
Score abri Moyen	6,10

Les déplacés et retournés dont les maisons avaient été brûlées ou occupées par de tiers habitent dans des maisons en très mauvais état.

Une moyenne de 4 personnes partage une même chambre à coucher de 2/2m. C'est qui entraine une promiscuité dans les manages.

Types d'abris dans la zone évaluée



Accès aux articles ménagers essentiels	La majorité des déplacés et retournés récents ne disposent pas d'AME. En ce qui concerne les couchages, certains dorment sur des feuilles sans couverture ou utilise l'unique pagne de la femme chef de ménage comme couverture.								
	Contactés en focus group, certains déplacés affirment provenir des villages insécurisés ; là ils cachaient une partie de leur articles ménagers essentiels (AME) dans la brousse craignant le pillage récurrent par des éléments des groupes armés. Leur déplacement était si brusque qu'ils n'ont pas pu les récupérer leur cachette. Par ailleurs, ils craignent que ces AME pourrissent à la suite de la longue durée de déplacement et des intempéries. Ils empruntent tout auprès de la communauté d'accueil. Certains doivent patienter que le ménage voisin finisse de cuisiner avant de solliciter les ustensiles de cuisine. Rare sont les déplacés récents disposant d'un bidon de 20 litres à bon état pour puisage et stockage d'eau.								
	En outre, plusieurs ménages retournés sont dépourvus d'AME, certains auraient soit vendus certains AME reçus par don ou par assistance humanitaire pour réunir le transport pour retourner ou les auraient échangés contre vivres en cours de retour en retour.								
	Certains retournés affirment avoir trouvés leurs champs cultivés par des dépendants des groupes armés qui refusent de les laisser accéder à ces champs, ce qui réduit la chance de se procurer des AME étant donné que l'agriculture était leur unique source de revenus.								
	Quelques résultats des enquêtes-ménages								
	Statut		Score CARD AME		Score de consommation alimentaire		Indice Simplifié de Stratégie de Survie		
	Global		4,097		21,4		25		
	Déplacés		4,235		22,1		27		
	Familles d'accueil		4,038		23,1		24		
	Retournés		3,974		21,9		17		
	Retournés en Famille d'accueil		4,031		22,3		25		
	Score AME par article ménagé essentiel								
	Bidon	Casserole	Couchage	couverture	Habit femme	Habit enfant	Bassine	Outil aratoire	Moyenne
	3,354	3,634	3,772	4,057	4,226	4,365	4,549	4,816	4,097
Possibilité de prêts des articles essentiels	Par solidarité, certains ménages partagent leurs AME avec les déplacés et les retournés récents. Certains ménages d'accueil prêtent quelques AME aux nouveaux venus. Cependant, il faut noter que les ménages d'accueil n'en disposent pas assez pour partager avec tous les ménages qui sont dans le besoin.								
Situation des AME dans les marchés	Il s'observe quelques AME dans les marchés locaux dont la quantité ne saurait répondre à une forte demande. Des sources locales et des observations, ressort qu'en cas d'assistance en modalité foire, il faut recourir à d'autres marchés environnants comme Kibirizi, Kanyabayonga, Kirumba, Mweso, et Kitchanga et ce, après concertation avec la communauté locale.								
Faisabilité de l'assistance ménage	Le contexte sécuritaire actuel peut permettre l'assistance aux ménages. L'approche cash est appropriée vu les besoins multisectoriels de la zone. Cependant, pour cette approche, un sérieux contact avec les acteurs de sécurisation de la zone et des zones environnantes est indispensable. Rare sont les points de transfert monétaires par voie de téléphonie ; et les rares points de transfert existants sont de très faible capacité et à fonctionnement irrégulier. Les foires peuvent aussi se faire, cependant elles exigeront plus de temps de préparation surtout qu'il faut recourir à des marchés éloignés ci-haut cités.								
Réponses données									

Réponses données	Organisations impliquées	Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	////////////////////	////////////////////	Pas d'acteurs humanitaires dans la zone.
Gaps et recommandations	Gaps ✓ Jusqu'à présent, il n'y aucune organisation humanitaire qui intervient dans le secteur de l'abris dans la zone. ✓ Il existe une ONG locale qui organise les habitants en mutuelle pour la construction des abris par organisation des cotisations pour construction des maisons. Actuellement, cette organisation connaît un disfonctionnement du fait de la paupérisation des membres par le déplacement d'une part et aggravé par des cas de détournement des cotisations de certains membres. ✓ Signalons la disponibilité de matériaux de construction ainsi que la main d'œuvre. ✓ Les déplacées /retournées n'ont jamais reçu aucune assistance en abris ✓ Pas d'organisation internationale humanitaire couvrant des besoins en abris dans la zone Recommandations ✓ Mener un plaidoyer pour une intervention d'urgence en abris pour les managers affectés par la crise ✓ Appuyer les structures locales en matière de e gestion pacifique des conflits fonciers.		

1.8. Moyens de subsistance

Les moyens de subsistance			
Moyens de subsistance	✓ Durant la crise, nombreux ménages ont perdu leurs moyens de subsistance. Ils ont un accès difficile et limité à leur champ, les uns n'ont pas pu récolter ou ont laissé leur stock alimentaire dans leur maison qui ont par la suite été pillés par des hommes armés. Certains ont perdu leurs produits d'élevage surtout par le pillage alors que d'autres sont perdu leurs avoirs productifs. ✓ La longue distance qui devrait être parcourue, la présence des groupes armés actifs dans toute la contrée, l'ampleur d'incidents de protection (tueries) et l'incendie des maisons sont autant des facteurs qui ne pouvaient pas permettre aux ménages de se déplacer avec un minimum pour redémarrer leur vie en milieu de déplacement.		
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	✓ Se retrouvant dans cette situation désespérée, les ménages ont développé localement des stratégies de survie entre autres : s'adonner aux travaux journaliers dans les champs de la communauté d'accueil, exercer le petit commerce surtout des vivres, et des produits manufacturés à bas prix. ✓ Pour ce qui est de l'élevage, le démarrage est difficile à cause du manque de moyens ainsi que la promiscuité dans les abris. ✓ Pour l'agriculture, certains retournés arrivent à emprunter des semences avec promesse de les rembourser après récolte.		
Réponses données			
Réponses données	Organisations impliquées	Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	////////////////////	////////////////////	////////////////////

Gaps et recommandations	✓ Mener des plaidoyers auprès des propriétaires terriens pour qu'ils suppriment le droit d'accès au champ et qu'ils fixent des redevances proportionnelles aux quantités récoltées. ✓ Distribuer des intrants améliorés agricoles et d'élevage (semences, outils aratoires, géniteurs), et procéder à l'accompagnement et à la formation des bénéficiaires de ces intrants pour permettre une relance soutenue de l'agriculture et de l'élevage. ✓ Mener des activités de sensibilisation pour la gestion du Wiltz bactérien du bananier et assurer la distribution des rejets sains performants pour soutenir la production de la banane dans le milieu ✓ Initier des projets en Cash For Work tel que la réhabilitation des routes de desserte agricole, en vue de renforcer le pouvoir d'achat des ménages en besoin d'emploi rémunéré. ✓ Renforcer la sécurisation de la contrée en vue de permettre l'accès aux champs même dans les zones sous contrôle des groupes armés.																		
Priorisation des besoins par la communauté	La communauté a soumis pour plaidoyer par ordre de priorité et d'urgence les besoins ci-dessous : <table><tr><th>N°</th><th>Déplacés</th><th>Retournés et Résident</th></tr><tr><td>1</td><td>Assistance d'urgence en vivres</td><td>a) Assistance d'urgence en vivres b) Semences c) Routes de desserte agricole</td></tr><tr><td>2</td><td>Assistance d'urgence en Articles ménagers essentiels</td><td>Assistance d'urgence en Articles ménagers essentiels</td></tr><tr><td>3</td><td>Education</td><td>Santé (appui aux structures)</td></tr><tr><td>4</td><td>Santé</td><td>WASH : accroître la capacité de chaque adduction et réhabiliter/ aménager les sources non aménagées.</td></tr><tr><td>5</td><td>////////////////////////////////////</td><td>Construction des abris à ceux dont les abris avaient été incendiés.</td></tr></table> Une priorité spécifique à Nyanzale est le plaidoyer auprès du gouvernement pour l'obtention des concessionnaires de Nyanzale d'une terre devant servir de cimetière ; les déplacés et les ménages sans concession propres ont beaucoup de peine à trouver une terre où ensevelir leurs morts.	N°	Déplacés	Retournés et Résident	1	Assistance d'urgence en vivres	a) Assistance d'urgence en vivres b) Semences c) Routes de desserte agricole	2	Assistance d'urgence en Articles ménagers essentiels	Assistance d'urgence en Articles ménagers essentiels	3	Education	Santé (appui aux structures)	4	Santé	WASH : accroître la capacité de chaque adduction et réhabiliter/ aménager les sources non aménagées.	5	////////////////////////////////////	Construction des abris à ceux dont les abris avaient été incendiés.
N°	Déplacés	Retournés et Résident																	
1	Assistance d'urgence en vivres	a) Assistance d'urgence en vivres b) Semences c) Routes de desserte agricole																	
2	Assistance d'urgence en Articles ménagers essentiels	Assistance d'urgence en Articles ménagers essentiels																	
3	Education	Santé (appui aux structures)																	
4	Santé	WASH : accroître la capacité de chaque adduction et réhabiliter/ aménager les sources non aménagées.																	
5	////////////////////////////////////	Construction des abris à ceux dont les abris avaient été incendiés.																	

1.9. Faisabilité d'une intervention cash

Analyse des marchés	Le marché de Nyanzale est fonctionnel chaque vendredi tandis que celui de Kikuku l'est chaque Jeudi. Les vendeurs de ces entités s'approvisionnent en riz, sel, sucre, huile raffinée et en articles ménagers essentiels principalement à Goma et quelque fois à Bunagana. Actuellement, la dynamique normale de la zone ne permet pas un trafic économique important depuis la perturbation des activités champêtres et génératrices de revenus par des déplacements récurrents des populations de la zone suite au conflit. Les marchés de Kikuku et de Nyanzale sont connectés aux marchés de Kibirizi, Kanyabayonga et Mweso. Cette connexion pourrait compenser l'incapacité des marchés locaux à absorber des grosses sommes d'argent en cas d'assistance en cash ou à fournir en quantités suffisante des vivres et articles ménagers essentiels en cas d'assistance par modalité foire. Par ailleurs, il est ressorti des focus groups avec les informateurs clés, les déplacés et des retournés et des enquête-ménages réalisées sur l'arc Kikuku-Bwalanda-Nyanzale qu'environ 56% de la population cible préfèrent le cash comme modalité d'assistance, environ 34% sont favorables à l'organisation des foires et près de 10% sont favorables à une distribution directe d'articles ou denrées. Une analyse sécuritaire approfondie et des contacts d'accès sécuritaire avec toutes les parties prenantes à la sécurité dans la zone garantira la protection de toutes les parties prenantes en cas d'organisation d'une assistance pendant et après assiste.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Aucune institution de microfinance (IMF) n'est fonctionnelle dans la zone. Les rares points de transfert d'argent sont de cash points à faible capacité organisés par des particuliers via Orange Money, Airtel Money ou rarement M'PESA à Nyanzale et à Bwalanda. La localité de Kikuku n'en dispose pas. Une assistance en cash par voie électronique exige des accords de capacitation de la zone par les acteurs Orange, et Airtel. Des guichets occasionnels de distribution du cash ou un renforcement des capacités des acteurs de la zone pourrait faciliter la distribution de l'assistance sous la modalité cash via la téléphonie mobile.

1.10. Eau, Hygiène et Assainissement

Risque épidémiologique	L'axe Nyanzale-Kikuku-Bwalanda est presque dépourvu de latrine hygiénique. 30% de ménages de la zone disposent de latrine bien que non hygiéniques. 70% utilisent des trous de défécation ou des latrines à ciel ouvert dont les murs sont faits de sticks et feuilles. Ce qui expose la population à des maladies d'origine hydrique. Au centre de santé de Singa, par exemple, les latrines sont pleines et les matières fécales et mouches sont visibles à surface, ce qui est une menace sanitaire pour les malades, les gardes malades, les personnes qui rendent visite aux malades et le personnel soignant. La rareté de l'eau sur les bornes fontaines fait que la population puisse s'approvisionner en eau aux différentes sources qui, pour la plupart sont en aval des habitations, d'où le risque de pollution par les matières fécales qui peuvent ainsi occasionner les maladies d'origine hydrique. En saison pluvieuse, certaines sources sont polluées et l'eau devient boueuse ou prend une certaine coloration. Enfin, parmi les facteurs pouvant favoriser le risque de contamination aux maladies d'origine hydriques, l'on peut retenir : - L'absence des dispositifs de lavage de mains dans différents milieux publics, - L'absence des trous à ordures - L'inexistence des comités d'hygiène qui devrait se charger de la sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et les moments clés de lavage de mains.		
Accès à l'eau après la crise	A Nyanzale, la zone est desservie par une adduction construite par l'ONG TEAR FUND en 2011. Le captage se trouve dans le village de MUTAKATO à 12 Km du centre de Nyanzale. Cette adduction dispose de 3 réservoirs de 90 m³ chacun. Cependant, selon les membres du comité d'eau, la tuyauterie est déjà vétuste. 32 bornes fontaines sont éparpillés dans la cité, dont 2 sont en panne et 2 autres ne fonctionnent plus suite à leur position élevée par rapport aux réservoir et la diminution de la pression de l'eau. Par ailleurs, sur ces bornes fontaines, l'eau n'est disponible que depuis 5h00 jusqu'à 7h00 du matin et le soir de 17h30 à 18h30, et ce, durant quelques jours de la semaine. L'accès à l'eau au robinet est conditionné par le paiement de 500FC par mois par ménage. Ce montant sert à l'entretien de la tuyauterie mais aussi la motivation des plombiers et autres techniciens. Pour pallier à l'insuffisance de l'eau de robinet, la population s'approvisionne en plus aux 9 sources d'eau présentes dans la zone, dont 4 ont été aménagées par l'ONG HYFRO (Hydraulique sans Frontière). Un comité d'eau est chargé de l'entretien de ces installations. La zone Kikuku quant à elle, dispose de 8 sources dont 2 sont les plus utilisées car à une distance raisonnable des habitations. Il s'agit des sources Mulyoto (au milieu du village), MIBE (à environ 2 Km des maisons), KITOVA, KIBENETE, RUSIZI et SNA. La 1^{ère} est une source aménagée qui se situe au milieu du village, mais son eau n'est pas du tout potable vue sa localisation près des maisons. En saison pluvieuse, l'eau change et prend la couleur d'argile. La 2^{ème} source un peu plus éloignée des habitations, avait servi de captage par l'ONG OXFAM qui voulait rapprocher l'eau potable de la population en construisant une mini adduction, qui malheureusement, a été détruite lors des conflits, et la population est obligée encore de s'approvisionner à cette source. Enfin, pour ce qui est de Bwalanda, l'eau consommée provient d'une adduction dont la source se trouve à Kanzanza. Elle dispose de 2 réservoirs de 30.000 litres ainsi que 12 bornes fontaines. Cette adduction n'arrive pas à desservir tous les ménages. Il existe 6 sources en plus, aménagées par HYFRO (Musenzeru, Kwachere, Kikuyu, Changoma, Mutsanga, Kwasoso), mais certaines d'entre elles sont détruites et le débit est faible.		
Zones	Types de sources	Ratio	Qualité
NYANZALE	Sources aménagées	4	Bon, mais éloigné du centre, dans les vallées ; il faut être matinal et beaucoup de courage pour accéder à l'eau,
	Sources non aménagées	5	Source avec un bon débit et accessible mais sans structure adéquate
	Adduction	1	Eau utilisée surtout pour la boisson, car potable, accessible moyennant 500FC le mois, mais certains ménages sont insolvable suite au manque de moyen financier suffisant.

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku] – [01 au 07 Février 2019]

	<i>Bornes fontaines</i>	32	Utilisées par la communauté lorsque l'eau y est disponible, 2 BF sont en pannes et 2 autres élevées par rapport aux réservoir, et donc non fonctionnelles. Les autres ont une bonne structure, mais certains robinets en panne.
KIKUKU	<i>Sources aménagées</i>	2	Sources avec un bon débit mais accessibles aux actifs, car très sollicitées pendant la journée, certains tuyaux ne donnent plus l'eau. Le risque de contamination de l'eau y est grand.
	<i>Sources non aménagées</i>	4	Source avec un bon débit et accessible mais sans structure adéquate, des animaux en divagations détruisent les structures.
BWALANDA	<i>Sources aménagées</i>	6	Bonnes structures en général, mais pour certains, le débit est faible à cause de la fuite d'eau
	<i>Adduction</i>	1	Fournit l'eau potable aux 12 bornes fontaines pendant quelques heures de la journée, accessibles moyennant 500FC le mois. Structures en bonne état mais non protégées.

Type d'assainissement	Dans les zones Nyanzale, Kikuku et Bwalanda, les habitants n'ont pas de latrines hygiéniques. Les ménages, par solidarité, se partagent les quelques portes de latrines non hygiéniques existantes, et certains recourent à des trous de défécation à ciel ouvert. A Kikuku, dans l'ancien site de déplacés, certaines latrines construites par des humanitaires sont encore visibles, mais en état de délabrement et sans entretien. L'absence de douches pousse les habitants à prendre bain la nuit derrière les habitations. L'usage de quelques trous à ordures a été observé seulement à Bwalanda, où certains ménages se servent des trous de 50 cm environ.		
Pratiques d'hygiène	Certaines règles d'hygiène relatives aux moments clés de lavage des mains sont théoriquement connues par la majorité des populations (cfr enquêtes ménages). Cependant, l'observation directe a révélé que la pratique de lavage n'est pas respectée (cas de femmes qui déclarent se laver la main avant de donner le sein à l'enfant alors qu'ils le font tout de suite pendant l'enquête sans se laver les mains, des femmes qui servent les tubercules aux enfants, leurs mains et ceux des enfants n'étant pas lavées, quelques personnes observées se laver sans savon ni cendre, etc. Une forte sensibilisation est donc nécessaire. Au CS Kikuku, un dispositif de lavage des mains est visible, suite à la présence de la fameuse épidémie à virus EBOLA dans certaines localités de la province notamment dans le Grand Nord Kivu.		
	Infrastructures WASH détruites durant les affrontements		
	   Des latrines détruites dans le site de Kikuku		
Réponses données			
Réponses données	Organisations impliquées	Type des bénéficiaires	Commentaires

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku] – [01 au 07 Février 2019]

Aucune	////////////////////	////////////////////	////////////////////
Gaps et recommandations	✓ Renforcer la capacité de production des adductions existantes dans la zone ✓ Recycler les comités d'eau et les doter des matériels de traitement de l'eau et d'entretien des ouvrages en eau ✓ Réhabiliter et aménager les sources d'eau non aménagées ✓ Doter les villages de Nyanzale, Kikuku et Bwalanda de latrines familiales d'urgence ✓ Sensibiliser la communauté sur les bonnes pratiques d'hygiène ✓ Construire ou réhabiliter les latrines publiques au sein des écoles, centre de santé, églises, marchés, etc. ✓ Installer des lave mains dans les lieux publics en cette période où la crainte de la maladie hémorragique d'Ebola est signalée dans la région ✓ Plaidoyer pour un positionnement d'un acteur intervenant en WASH		

1.11. Santé et nutrition

Risque épidémiologique	Une promiscuité s'observe dans les ménages alors que l'accès à l'eau pose problème. Il y a crainte d'une prolifération des maladies d'origine hydrique. Les enfants adolescentes s'adonnent à une sexualité précoce sans protection, ce qui les expose à des infections sexuellement transmissibles et au SIDA.
-------------------------------	---

Indicateurs santé	
--------------------------	--

Indicateurs collectés au niveau des structures	CSR NYANZALE	CS BUHONDWA	CS SINGA	CS KIKUKU	CH KATWE	CS BWALANDA
Taux d'utilisation des services curatifs	0,05	0,14	0,16	0,5	ND	1,2
Taux d'accouchement assisté par un personnel médical qualifié	19,3 %	114%	169.4%	88 .1%	ND	ND
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants < 5 ans	4%	1%	0 .7%	1.8%	ND	0
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants < 5 ans	4%	0 .05 %	0 .4%	1.3%	ND	0
Couverture vaccinale en DTC3	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Couverture vaccinale en VAR	0	0	0	0	ND	ND
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème	0,3%	0,13 %	ND	ND	ND	ND
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec œdème nutritionnelle	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Nombre de jours de rupture de médicaments traceurs au cours des trois derniers mois	25jours	28Jours	ND	ND	ND	31

ND= Non Disponible, CSR=Centre de Santé de Référence, CS=Centre de Santé, CH= Centre Hospitalier

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku] – [01 au 07 Février 2019]

Services de santé dans la zone						
Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personne l qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines
CSR NYANZALE		40 lits	9	3 à 6 mois	1	2
CS BUHONDWA / CBCA	En planches	15 lits	4	1mois	1	6
CS DE SINGA / CBECE	En matériaux durable	24 lits	3	1mois	1	6
C H DE KATWE	En matériaux durable	45 lits dont 12 sans matelas	5	Tous les jours	1	6
CS DE KIKUKU	En matériaux durable	16 lits	1	RAS	1	4
CS DE BWALANDA	En planches	16 lits	2	1 mois	2	3
Réponses données						
Réponses données	Organisations impliquées	Type des bénéficiaires	Commentaires			
Appui en médicaments et matériels de quelques structures sanitaires de la zone	Save the Children MSF Hollande et Hope in Action	Déplacés, retournés et communautés d'accueil	Malgré l'appui de Save the Children dans quelques structures, on observe des ruptures de stock en médicaments traceurs et autres. Ainsi, le besoin reste toujours ressenti, l'usage des ordonnances médicales est au top au sein de certaines structures pourtant appuyées. Les infirmiers titulaires ont soulevé le besoin en matelas et autres matériels étant donné leur vétusté étant donné que la dotation date de 2007 et 2013. Au CS Buhondwa de Nyanzale , il a été observé que 2 à 3 patients partagent un même lit.			

Gaps et recommandations	✓ Approfondir les analyses par un acteur intervenant dans ce secteur en vue de bien cerner les véritables besoins en santé dans cette zone et ainsi orienter la réponse. ✓ Carence en eau dans certaines structures, insuffisance de matériels et ruptures de stock en médicaments, Insuffisance des portes de latrines et douches, points d'eau et de dispositifs de lave mains, promiscuité dans certaines structures dans une zone proche de celle où l'épidémie à virus EBOLA a été déjà déclarée. ✓ L'appui en urgence de partenaire œuvrant dans le secteur santé serait d'une importance capitale pour une réhabilitation des ouvrages. ✓ Sensibiliser la communauté sur la prévention des maladies d'origine hydrique ou / des mains sales et la fièvre hémorragique à virus EBOLA.
--------------------------------	--

1.12. Education

Impact de la crise sur l'éducation	✓	5 écoles 2 à Nyanzale (EP Nyarubande et EP Masiza), 1 à Kikuku (EP Ruvumu et 2 à Bwalanda (EP Katwe et EP Kabati) fonctionnent en déplacement			
	✓	2 écoles non opérationnelles (EP Lutula à Bwalanda et EP Matunda à Nyanzale)			
	✓	Des bancs, pupitres ou tableaux noirs des salles de classe détruits, utilisés comme bois de chauffage par des éléments des groupes armés, des déplacés ou des retournés ou détruits par mauvaise usage			
	✓	Des portes des bureaux d'écoles forcées, manuels et matériels didactiques pillés			
	✓	Nombreux enfants déscolarisés			
	✓	Mauvaise condition de travail car trop d'enfants sur un même pupitre ou banc			
	✓	Des enfants scolarisés dépourvus de cahiers, stylos, uniformes et soulier			
	✓	Délinquance juvénile et errance dans les quartiers			
	✓	Interruption de la scolarisation de certains enfants			
	✓	Fermeture de certaines écoles et d'autres en déplacement			
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	A la rentrée scolaire 8,420 enfants étaient inscrit à l'école. 7,892 enfants sont scolarisés dont 354 enfants déplacés inscrits à l'école après la rentrée scolaire. 882 enfants soit un taux d'abandon de 10, 47%.				
Indicateurs Education	Compléter le tableau ci-dessous				
Indicateurs collectés au niveau des structures	Nyanzale	Kikuku	Bwalanda	Nyanzale – Kikuku - Bwalanda	
Taux de scolarisation global	50%	43%	26%	43%	
Taux de scolarisation filles	40%	29%	26%	34%	
Taux de non scolarisation garçons	61%	58%	27%	53%	
Pourcentage de salle de classe présentant de risque pour les enfants	69%	83%	74%	73%	
Nombre de classe sans salle de classe	19	0	15	34	
Nombre/pourcentage d'école sans accès à l'eau potable à moins de 500 m de l'école	8 soit 50%	6 soit 86%	4 soit 20%	13 soit 27%	
Nombre/pourcentage d'enseignants non payés par le gouvernement de la RDC	66 soit 48%	20 soit 36%	7 soit 15%	93 soit 39%	
Nombre/Pourcentage d'enseignants qui ne disposent pas de table-bureau en classe	101 soit 73%	50 soit 91%	32 soit 70%	183 soit 77%	
Pourcentage d'enseignant recyclés/formés dans les 12 derniers mois	1%	0%	2%	1%	

Rapport de de l'évaluation rapide des besoins – [Arc Nyanzale-Bwalanda-Kikuku] – [01 au 07 Février 2019]

Services d'Education dans la zone			Dans la zone se trouve le bureau de la sous-division et celui du pool primaire de l'inspection de l'enseignement basés à Nyanzale. Ci-dessous quelques données statistiques et ratios.							
Village	N°	Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/ enseignants	Salles de classe	Ratio élèves/ salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)
NYANZALE	1	NYANZALE	CP/CBCA	432	15	29	15	29	oui	31
	2	MASHIGA	CP/CEPAC	307	8	38	7	44	non	61
	3	SHUKRANI	CATHOLIQUE	344	7	49	15	23	oui	29
	4	BUHONDWA	ADVENTISTE	364	15	24	16	23	non	36
	5	BWITO	CP/CEPAC	540	11	49	11	49	non	135
	6	KASANJE/BEROYA	CP/ CBCE	99	4	25	0	PSC	non	PL
	7	KIYEYE	CP/ CBCE	270	6	45	6	45	oui	135
	8	RUSINGA	CP/ CBCE	361	9	40	9	40	oui	90
	9	MALYANGA	NC	450	14	32	6	75	oui	225
	10	MALKIA WA MAYUMANI	CATHOLIQUE	200	7	29	7	29	oui	100
	11	MUTANDA B	CP/CADAF	143	6	24	6	24	oui	72
	12	KIBUNGA	CP/CNCA	129	6	22	0	PSC	non	PL
	13	TONGO	CNCA	404	9	45	6	67	non	202
	14	MASIZA	CP/ CBCE	200	7	29	7	29	non	100
	15	NAYOTI	CP/CNCA	168	6	28	6	28	non	PL
	16	MUBIRUBIRU	ADVENTISTE	332	8	42	8	42	oui	166
Sous total				4743	138	34	125	28	////	97
KIKUKU	1	KITANDA	CP/ CBCE	244	7	35	7	35	non	49
	2	RUKIRI	ADVENTISTE	429	7	61	7	61	oui	61
	3	RUVUMU	ADVENTISTE	176	6	29	6	29	non	PL
	4	KIKUKU	NC	522	15	35	19	27	non	47
	5	KINYORA	CP/CEPAC	208	6	35	6	35	non	35
	6	MUNGURI	CATHOLIQUE	363	8	45	8	45	non	121
	7	NYARUBANDE	CP/ CBCE	101	6	17	6	17	non	51
Sous total				2043	55	37	59	35		60
BWALAND A / KATWE	1	KATWE	NC	193	6	32	6	32	non	97
	2	SHONYI 3	CP/CEPAC	50	6	8	0	PSC	oui	PL
	3	MUTI	CATHOLIQUE	449	14	32	14	32	oui	45
	4	KABATI	CP/CBCA	408	11	37	11	37	oui	102
	5	MUTANDA	CP CADAF	199	9	22	0	PSC	oui	100
Sous total				1106	46	24	31	36	////	61
TOTAL GENERAL				7892	239	33	215	37		78
PL= pas de latrine, PSC= pas de salle de classe										
Capacité d'absorption		////////////////////								
Réponses données										
Réponses données		Organisations impliquées			Type des bénéficiaires			Commentaires		
Aucune		////////////////////			////////////////////			Pas d'acteurs humanitaires dans la zone		

Gaps et recommandations	PROBLEMES	OPPORTUNITES	RECOMMANDATIONS
	✓ Présence d'enfants hors système scolaire ✓ Plusieurs salles de classes détruites dont certaines en délabrement avance ✓ Sous équipement de la majorité d'écoles ✓ Absence de latrines dans quelques écoles, insuffisance de latrines dans la majorité d'écoles et présence de latrine en mauvais état et non hygiéniques ✓ Dans la majorité d'école les élèves accèdent à l'eau à boire à plus de 500m ✓ Manque de Formation/recyclage des enseignants ✓ Scolarisation irrégulière pour la majorité des enfant faute d'insolvabilité pour les frais scolaires ✓ Nombreux enseignants démotivés car de non payés par le gouvernement de la RDC ✓ Services étatiques d'appui à l'éducation (Sous division) fonctionnent dans bâtiments de location	✓ Présence d'écoles dans la zone et enseignants qualifiés ✓ Matériaux de construction disponibles dans la zone ✓ Volonté des parents de scolariser leurs enfants ✓ Disponibilité des cahiers stylos, crayons sur les marchés locaux et marchés connectés aux marchés locales ✓ Disponibilité de ressources humaines qualifiés dans l'enseignement primaire ✓ Présence de la sous-division, de l'inspection et du service de contrôle et de paie de l'Enseignement Primaire Secondaire et Professionnel à Nyanzale ✓ La plupart d'école sont initiées et gérées par des églises	✓ Intégration à l'école des enfants hors système scolaire par organisation classes de rattrapage et de récupération ✓ Réhabiliter ou construire et équiper les salles de classe pour les écoles en besoin ✓ Construction et/ou réhabiliter les latrines dans les écoles avec équipement en matérielle d'hygiène ✓ Sensibilisation sur l'assainissement en milieu scolaire et placement des points de lavage des mains dans toutes les écoles ✓ Formation/recyclage des enseignants ✓ Appui aux parents les plus vulnérables pour favoriser le maintien de leurs enfants à l'école ✓ Appuyer les services étatiques de l'éducation en construction des bureaux pour qu'ils cessent de peser sur les écoles pour avoir des frais de location des bureaux ✓ Plaidoyer en faveur de la mécanisation et du paiement des tous les enseignant pour mettre fin au paiement des frais scolaires dits primes des enseignants destinés à prendre à charge les enseignant non payé par le gouvernement de la RDC

Quelques écoles types de la zone






Annexes

Annexe 1 : Démographie de l'évaluation : Liste des personnes interviewées / Liste et coordonnées des ouvrages visités / Liste et coordonnées des écoles, centres de santé et marchés visités / Nb de ménages visités par catégorie de ménages.

1. Liste des écoles visitées

Toutes les écoles de la zone, liste voire tableau de la démographie scolaire dans la partie éducation (voir 1.12 p.31).

2. Structure sanitaire visitée : voir rubrique structures de santé dans la zone

3. Marché visité : aucun

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation :

N°	NOM	POST-NOM	PRENOM	N° TELEPHONE
1	KATSONGO	BAHATI	HUBERT	0997094350,
2	KAMBALE	SIMISI	Baudouin	0997250410,
3	KABUO	MBUGHEKI	Rebecca	0994193730, 0896464552
4	NZANZU	KALYO	Jean Marie	0994032093, 0812108552
5	SENZOGA	HITIMANA	Alain	0999794643, 0816056073
6	KINGOMBE	MUMBYA	Charly	0997620995, 0816490919
7	KASEREKA	KAKULE	Baudouin	0813180951, 0973655541
8	SHAMAMBA	KAHIDIKO	Antoine	0994693723, 0896540708
9	META	WABONA	Bonefride	0993106077, 0821537942
10	BAHATI	HANGI	Michel	0823737068, 0998660926
11	HABUMUGISHA	MUJARUGAMBA	André	0994202389, 0821213123

12	LUSI	BISIMBI	Joseph	0821802967, 0997294566
----	------	---------	--------	------------------------